

La bêtise au pouvoir

Lors de sa comparution devant la commission parlementaire qui l'interrogeait sur les actes de torture commis par des soldats américains en Irak,

PAR

ALAIN-GÉRARD SLAMA

M. Donald Rumsfeld a invoqué pour toute excuse le regret de n'avoir pas prévu les retombées médiatiques des images diffu-

sées. Certes, l'impact de l'image est déformant. En l'occurrence, les faits reprochés sont accablants. En osant adresser aux membres du Congrès une réponse aussi médiocre, le secrétaire d'Etat à la Défense dévoilait sur la scène mondiale le visage de l'équipe dirigeante de Washington, qui est celui de la bêtise. On frémit à la pensée que tant d'incapacité puisse être le fait de dirigeants dont le destin de la planète dépend depuis quatre ans, et qui gardent des chances d'être reconduits par un peuple encore blessé par le choc du 11 septembre. La nouvelle n'est bonne ni pour la paix ni pour la démocratie.

N'est pas Roosevelt, ni Churchill, ni de Gaulle qui veut. Ceux qui tiennent les rênes de l'exécutif américain se sont révélés, à l'épreuve, trop petits pour l'événement qu'ils avaient à affronter, et dérisoires en comparaison de la noblesse des fins qu'ils invoquaient. Qu'il faille rébondir par la force à la guerre déclarée par l'hyperterrisme

est une évidence. Même dans le monde arabe, l'attaque américaine contre l'Afghanistan n'a pas été contestée. Compte tenu du caractère insaisissable du terrorisme international, les pressions politiques, économiques, voire militaires, sous forme de frappes localisées, exercées par l'Administration Bush sur les Etats susceptibles d'accueillir des mouvements terroristes, étaient nécessaires pour obliger ceux-ci à effectuer les contrôles nécessaires à l'intérieur de leurs frontières. L'extension purement idéologique du conflit à l'ensemble de l'Irak relevait, en revanche, d'un aveuglement inexcusable.

En prenant une telle initiative sans disposer d'un casus belli crédible et sans préparer les conditions du retour à la paix, la Maison-Blanche a multiplié les fautes. Elle croyait, en premier lieu, prolonger les batailles pour la liberté qu'elle a menées contre l'Allemagne et ses alliés au cours des deux premières guerres mondiales, puis contre la Corée et le Vietnam du Nord pendant la guerre froide. Pour entretenir une telle illusion, il fallait beaucoup d'ignorance. Si oiseau que soit le régime qui l'opprime, on ne libère pas un peuple contre lui-même. L'ingérence, si elle n'est pas sollicitée, exaspère les nationalismes. Faute d'une demande réelle sur place, l'agression de Washington contre Bagdad ne peut se revendiquer d'aucun précédent.

Dans tous les cas où ils sont intervenus sur des théâtres étrangers – hormis l'Amérique du Sud –, les Etats-Unis se sont trouvés au côté de nations ou de peuples menacés. La communauté internationale eût sans

doute admis, avant le 11 septembre, une intervention au côté des Kurdes, comme ce fut le cas en faveur des Albanais lors du conflit du Kosovo. Compte tenu du véritable populisme engagé par Saddam Hussein contre les Kurdes, le prétexte pouvait être plaqué avec succès. Mais compte tenu, entre autres, de la crainte de contrarier l'allié turc, cette intervention n'a pas eu lieu. Aujourd'hui, loin d'être les bénéficiaires de la chute du régime honni, les Kurdes, seuls alliés des Etats-Unis sur le sol irakien,

Une faute de Washington est d'avoir refusé d'écouter les mises en garde de la France et de l'Allemagne

se retrouvent isolés et redoutent un sort comparable à celui des Vietnamiens du Sud.

La deuxième faute de Washington est d'avoir refusé d'écouter les mises en garde de la France et de l'Allemagne, et d'avoir inventé la stratégie de l'unilatéralisme pour satisfaire sa rage de frapper Bagdad. Le contresens de cette prétendue innovation stratégique est total. Loin en effet d'impliquer l'isolement de la puissance américaine, jamais menacée internationalement n'a justifié, plus que le terrorisme, la solidarité sans faille de toutes les démocraties. Jamais le constat historique qui met en évidence le caractère contre-productif de l'emploi de moyens stratégiques trop lourds par rapport à l'objectif poursuivi, n'a été mieux démontré que par les échecs qui ont suivi le 11 septembre. La lutte contre un adver-

saire sans Etat et sans visage nécessite d'abord des moyens de renseignement. La dissémination de l'arme nucléaire débordée désormais le cadre des Etats, et les menace tous. La priorité, pour l'hyperrpuissance américaine, aurait dû être de s'assurer la collaboration du plus grand nombre et d'éviter les dérives d'un nouveau conflit idéologique, qui serait cette fois une guerre de religions.

La troisième faute inspirée par l'obsession irakienne a consisté à prétendre légitimer la

notion de « guerre préventive ». La prévention est justifiée quand la probabilité du dommage est forte, ou quand le mal est connu de façon certaine. Dans la plupart des cas, elle favorise le déploiement de violences réelles contre des menaces surestimées, voire imaginaires. Ce qui est vrai sur le plan international l'est aussi sur le plan intérieur. Que de libertés bâouées, que d'initiatives censurées par souci de la prévention ! Que d'expériences avortées, que d'entreprises ruinées au nom du principe de précaution ! Combien de peines et de violences se sont abritées derrière ce prétexte !

En une époque où le développement des techniques et des facteurs de risque a exaspéré les inquiétudes, l'idée de prévention a pris les proportions d'une idéologie. A l'intérieur, à trop protéger les individus contre eux-mêmes, elle les rend plus revendicatifs et plus féroces ; au lieu de contenir les

conflits, elle généralise le soupçon. A l'extérieur, la « guerre préventive » provoque des mêmes causes et engendre les mêmes effets. Elle se nourrit de l'ignorance et de la peur, qui sont les complices de la bêtise. A trop vouloir anticiper des menaces limitées, elle peut avoir des conséquences illimitées.

La quatrième faute de l'Administration Bush est d'avoir envoyé en Irak des soldats chauffés à blanc. Au lendemain du 11 septembre, sous le coup de l'émotion, la vague de criminalisation qui a affecté l'ensemble des médias, voire des intellectuels américains, pouvait se commander. Robert Kagan écrivait alors dans le *Washington Post* qu'il fallait déclarer la guerre immédiatement, « sans avoir à dire contre qui ». Steve Dunleavy s'exclamait dans le *New York Post* : « Il faut tuer ces salauds, former des assassins, engager des mercenaires et, quant aux villes et aux pays où vivent ces berniques, il faut les bombarder en visant même les terrains de basket. » (1). Depuis, sur le sol irakien, le terrorisme sunnite et chiite a prolongé ce climat de psychose. Comme les soldats français d'Algérie, les tortionnaires du camp d'Abou Ghraïb invoquaient la double excuse du renseignement et du juste ressentiment pour se convaincre de leur impunité. Ceux qui les ont envoyés n'ont, eux, aucune excuse.

(1) Cité dans le brillant essai de Lewis Lapham, *L'Amérique bâillonnée*, éd. Saint-Simon, 180 p., 15 euros.

DEMMAIN, L'ANALYSE DE PASCAL BRUCKNER.

Le Figaro
10 mai 2004